

Politiques publiques et conséquences agraires

Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion

Le dilemme des politiques agricoles

Jean-Philippe Tonneau¹
Joacir Rufino de Aquino²
Olívio Alberto Teixeira³

¹ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)/Universidade Federal de Campina Grande (UFCG), Residential Paladium Rua João Alves de Olivera, 179 Campina Grande PB Brésil <TonneauJP@aol.com>

² Universidad estadual de Rio Grande do Norte (UERN), Rua José de Macedo Freire 65, Cohab, Assu RN Brésil <joaciraquino@bol.com.br>

³ Universidade Federal de Sergipe (UFS), Campus universitario, Jardim Rosa Elze, São Cristovão SE Brésil <teixeira@ufs.br>

Résumé

Le processus de modernisation conservatrice a permis une croissance importante de l'agriculture brésilienne mais a été aussi synonyme d'exclusion sociale et de coûts environnementaux élevés. La création du ministère du Développement agraire en 1993 a consacré la reconnaissance de l'agriculture familiale, mais les voies de la consolidation de cette agriculture sont diverses. À partir de l'analyse de l'impact des crédits distribués par le Pronaf (Programa nacional de fortalecimento da agricultura familiar, Programme d'appui à l'agriculture familiale), les auteurs concluent que le programme comportait dans sa conception les éléments de l'exclusion des agriculteurs familiaux les plus pauvres, en un processus de modernisation inégalitaire. Les auteurs étudient la possibilité d'un modèle « paysan » fondé sur la reconnaissance de la pluriactivité et de la multifonctionnalité et préconisant l'intensification de la terre prioritairement à celle du travail. Les premiers résultats d'expériences sociales menées par les organisations non gouvernementales (ONG) justifient la possibilité de stratégies originales de développement qui refusent la fatalité de la population rurale.

Mots clés : économie et développement rural ; systèmes agraires.

Abstract

Agriculture policy dilemma: Modernisation of family farming and exclusion

The so-called "conservative modernisation process" of Brazilian agriculture led to a large increase in production, but has also resulted in social exclusion and high environmental costs. The creation of the Ministry of Agrarian Development (MDA) in 1993 can be seen as a recognition of "family agriculture", but the best way to support its development is still the subject of debate. Modernisation and competitiveness are two topics at the heart of this debate. From an analysis of the distribution by PRONAF of agricultural credits for family farmers from 1996 through 2001, the authors conclude that the internal logic of the program and its implementation already contain the criteria that lead to the exclusion of the poorest family farmers. The practical result is a "new inequitable modernisation process" in Brazil's rural areas, which contributes towards even greater social exclusion and regional differences. The authors next consider a peasant development model, based on intensification of land use rather than of labour and on the autonomy of family agriculture. They find that the early results of the social experiments now in progress justify the hypothesis that original strategies for rural development are possible. These strategies challenge the idea of an inevitable reduction of the agricultural population.

Key words: economy and rural development; farming systems.

Après la seconde guerre mondiale, pour répondre au défi de l'augmentation de la production et des revenus, l'agriculture familiale européenne s'était engagée dans un processus de transformation, de spécialisation et d'investissement qui faisait dire à C.

Servolin [1] en 1989 : « Depuis 1945, la production française a plus que doublé alors que le nombre des agriculteurs a diminué de plus des deux tiers. » Depuis, l'agriculture française n'en a pas terminé avec « la fin des paysans », que décrivait H. Mendras [2] en 1967. Aujourd'hui, en

Tirés à part : J.-P. Tonneau

France, 664 000 exploitations subsistent (2 400 000 en 1945). Cette évolution de l'agriculture est souvent présentée comme inéluctable. Nous pouvons parler de dilemme, car il s'agit, pour exister, de se moderniser au prix d'une réduction drastique du nombre de ses agriculteurs. Qu'en est-il réellement au Brésil, où l'avènement du gouvernement Lula (2002) a relancé le débat, en particulier autour de politiques publiques. Notre ambition est de contribuer au débat en présentant quelques éléments de réflexion dans cette brève synthèse sur la situation de l'agriculture du Brésil, et plus spécifiquement celle du Nordeste.

Un projet dual

Le Brésil est une grande puissance agricole. L'objectif du début des années 1970 a été atteint. Les exportations atteignent 22,30 milliards de dollars (juin 2001/juin 2002). La balance commerciale du secteur est pour la même période de 17,9 milliards de dollars ; à comparer avec le solde global du Brésil en 2001 de 2,6 milliards de dollars.

Malgré ces succès, le modèle de modernisation conservatrice qui a inspiré les politiques agricoles depuis 1970 est critiqué. Ces critiques traduisent des préoccupations principalement écologiques et sociales, qui peuvent être abordées en terme de crises :

– crise écologique avec l'accroissement des quantités d'effluents rejetés dans l'environnement et les atteintes à la sécurité alimentaire, mais aussi déboisement, érosion, dégradation des sols ;

– crise sociale, ancienne, mais qui devient de plus en plus insupportable pour la société brésilienne. La modernisation de l'agriculture est aussi synonyme d'exclusion. L'accroissement des villes, et plus encore des métropoles, est chaque fois plus difficile et semble exiger la maîtrise, voire l'arrêt de l'exode rural.

Face à ces critiques, depuis la moitié des années 1990, l'État brésilien a choisi de mettre en œuvre une politique duale. Le ministère de l'Agriculture a pour objectif de maintenir la compétitivité du secteur d'entreprise. Le ministère du Développement rural est officiellement chargé de la réforme agraire et de la promotion de l'agriculture familiale aujourd'hui reconstruite dans ses composantes sociales, productives et environnementales. Un

ensemble de mesures, notamment dans les domaines du foncier, du crédit, des infrastructures rurales ou encore de l'appui à l'organisation des producteurs, se sont concrétisées dans le cadre de programmes nationaux qui s'inscrivent dans une optique de décentralisation sensée offrir un espace aux initiatives locales.

Le Programme national d'appui à l'agriculture familiale au Brésil

En 1995, le gouvernement brésilien a lancé, le Programme national d'appui à l'agriculture familiale (Pronaf) [3-5].

Le Programme a privilégié le crédit rural comme principale stratégie en créant le Pronaf Crédit pour l'ensemble des agriculteurs familiaux.

Les premiers résultats socio-économiques ont démontré l'intérêt de l'instrument. D'après une évaluation de l'Institut brésilien d'analyse sociale et économique (Ibase) [6], l'accès au crédit du Pronaf a été un facteur décisif pour favoriser l'emploi en milieu rural. Chaque opération de crédit du Pronaf a créé en moyenne 0,58 nouvelle occupation, pour un coût moyen de 6 470,81 reais brésiliens². Chaque opération de crédit a permis de maintenir 4,84 occupations pour un coût moyen de R\$ 775,24.

Selon la même enquête, 85 % des exploitants bénéficiaires d'un crédit du Pronaf ont maintenu ou augmenté leurs revenus. Mais ces résultats positifs ont été limités géographiquement. De 1995 à 2001, sur chaque R\$ 100,00 appliqués par le programme, R\$ 78,00 l'ont été dans les régions Sud et Sud-Est. Le Sud-Est a reçu plus de 60 % des ressources du Programme, bien que ne comptant que 21,2 % du public potentiel. Le Nord-Est avec plus de la moitié des exploitants potentiellement bénéficiaires (52 %) n'a reçu que 13,7 % des ressources appliquées.

Les agriculteurs familiaux localisés dans les régions plus défavorisées du pays ont-ils été, encore une fois, oubliés ? Assistes-t-on à la mise en œuvre d'une « nouvelle modernisation inégale » dans

² 1,0 real = 0,28 euro (au taux de change moyen 2004) ; R\$ est le symbole du real brésilien.

l'agriculture brésilienne, cette fois-ci au sein de l'agriculture familiale elle-même ?

Les explications de ces déséquilibres ont été étudiées dans le cadre du Pronaf [3]. Elles soulignent la plus grande organisation des agriculteurs du Sud, l'appui des entreprises agroindustrielles auxquelles ces agriculteurs sont attachés, et la désarticulation et la faible insertion politique et sociale des exploitants du Nord et du Nord-Est. En fait, la concentration des ressources s'est réalisée là où les agriculteurs familiaux sont plus capitalisés, plus organisés et bénéficient de l'assistance technique de l'État [7].

Mais ces raisons, réelles, sont aussi la conséquence des choix du Pronaf, autour des notions de « vrai agriculteur » et de « compétitivité », implicites dans les textes officiels du Pronaf

D'après Carneiro [8-10], le Pronaf a institutionnalisé une vision de l'agriculture familiale « retardée », mais avec « potentialité ». Cela conduit à des propositions de modernisation technologique et d'accès aux formes « modernes » de production, orientées vers un type unique d'agriculteur, celui capable de survivre et de se reproduire à partir de la seule activité économique agricole. La faible part des activités agricoles dans les revenus familiaux des agriculteurs du Nordeste est analysée comme une incapacité à répondre aux demandes du marché et à intégrer de nouvelles technologies. Pourtant, le travail de terrain démontre tous les jours l'irréalité de cette analyse : les agriculteurs familiaux répondent aux demandes des marchés, même ceux des agroindustries, mais ils ne peuvent investir que grâce aux revenus provenant des activités non agricoles.

Le document FAO-Institut national de colonisation et réforme agraire (Incra) *Diretrizes de Política Agrária e Desenvolvimento Sustentável*. [11], inspirateur du Pronaf, permet de mieux comprendre cette stratégie. Il distingue trois types d'agricultures familiales : l'agriculture familiale *consolidée*, avec 1,5 million d'exploitations, l'agriculture familiale *en transition*, avec 2,5 millions d'exploitations et l'agriculture familiale *périphérique*, avec 2,5 millions d'exploitations.

Cette division est classique et rejoint les nombreux travaux qui ont caractérisé la diversité de l'agriculture familiale [12-18]. Elle n'est pas choquante, en soi, mais les qualificatifs sous-entendent des jugements de valeur, préjudiciables à l'analyse scientifique. Surtout, la typologie a, cette

fois, servi à définir le public prioritaire des politiques publiques.

L'agriculture familiale *en transition* est présentée comme la cible des politiques publiques. L'agriculture familiale *consolidée* - celle qui obtient les meilleurs résultats économiques - est ainsi érigée comme « idéal ». Dans cette perspective, les grands défis des politiques publiques sont la création de nouvelles opportunités pour l'agriculture et l'amélioration de la productivité, non de tous les exploitants, mais seulement des agriculteurs familiaux *en transition* afin de les transformer en agriculteurs familiaux *consolidés*.

Les exploitations périphériques, le nom donné l'impose, deviennent une catégorie marginale. Douze millions d'agriculteurs familiaux, résidant dans les exploitations « périphériques » (53 %) sont, au moins en théorie, exclus des politiques de développement et devraient se contenter des politiques sociales.

En établissant des paramètres pour la distribution de ses ressources, le Pronaf assume un caractère sélectif et d'exclusion. Ces critères d'exclusion reposent sur la définition du « vrai agriculteur » - un professionnel, avec une vision d'entrepreneur, dépendant de l'activité agricole pour au moins 80 % de son revenu familial. En fait, les principes du Pronaf traduisent une option productiviste et sectorielle.

À partir de ces analyses, nous avons été amenés au Nordeste, principal « lieu de vie » de « l'agriculture périphérique », à réfléchir à des politiques publiques, prenant en compte les situations différenciées de l'agriculture familiale. Les travaux ont concerné la mesure de l'impact des politiques publiques et les possibilités de valorisation d'expériences sociales porteuses.

Une agriculture en crise au Nordeste... et ailleurs

Entre 1960 et 2000, l'économie nordestine a connu une croissance équivalente à celle de l'économie brésilienne (4,6 % par an). En dépit de cette croissance, il y a toujours un hiatus entre la base productive et la population. Le Nordeste produit 16 % du PIB brésilien alors que sa population correspond à 28 % de la population brésilienne.

L'agriculture nordestine réunit environ 4 000 000 de familles, la plupart étant associées à des unités de production familiale.

Le Nordeste a connu depuis 30 ans et connaît encore aujourd'hui de profondes restructurations économiques qui ont marginalisé son agriculture. En dehors de la production irriguée de la Vallée du São Francisco, de quelques bassins laitiers et des ceintures vertes des grandes agglomérations, l'agriculture nordestine est peu compétitive. La situation est encore plus sérieuse dans le semi-aride brésilien. L'agriculture nordestine a connu son apogée à la fin des années 1980. Depuis, les indices sont décroissants. La crise des activités du système coton-bovin a fait que la participation du semi-aride au PIB régional est passée de 28 % (en 1970) à 21 %.

La grande majorité des exploitations familiales est en crise : crise climatique ancienne, crise économique depuis la fin des cultures de rente, et crise sociale, plus récente. C'est une agriculture avec peu d'accès au marché du fait de sa faible compétitivité. Les systèmes de production, peu utilisateurs d'intrants, dépendent de la disponibilité en terres et de leur fertilité. L'agriculture familiale s'est maintenue depuis 30 ans, au prix d'une pression accrue sur les ressources naturelles. Le travail est pénible et peu valorisant pour les jeunes. Les conditions productives se sont dégradées. Certains auteurs parlent même d'économie sans production.

La crise est une crise de l'investissement, incapable de transformer les systèmes productifs pour qu'ils soient plus intensifs, face à la diminution croissante de la taille des propriétés. Les politiques agricoles de promotion de la révolution verte ont connu des échecs retentissants. L'État a abandonné toute intervention, se repliant, depuis le début des années 1990 sur les politiques sociales.

Des politiques sociales : une économie sans production ?

Le poids de ces politiques sociales explique que de manière paradoxale, pour la grande majorité de ces familles rurales,

les conditions de vie se sont largement améliorées durant les dernières années et sont, aujourd'hui, bien meilleures que celles des quartiers défavorisés des villes. C'est en tout cas l'avis presque unanime des populations, y compris femmes, jeunes et enfants, qui mettent en avant la sécurité comme autre élément déterminant de la qualité de vie. L'absence d'emploi est bien sûr considérée comme une carence, mais le marché du travail est difficile partout, y compris dans les grandes métropoles du Sud-Est.

L'agriculture familiale est partiellement sécurisée par la retraite et les allocations familiales. Les études [14-16] montrent combien les transferts sociaux contribuent à stabiliser les revenus des familles rurales et même à réduire le nombre de familles pauvres.

La retraite rurale garantit l'équivalent du salaire minimum (un peu plus de 60 euros/mois) aux exploitants à partir de 55 ans. Dans la tradition familiale nordestine, cette manne consolide les budgets familiaux de l'ensemble de la famille. Les mécanismes de solidarité sont encore peu connus, mais quelques données montrent l'importance du phénomène. Dans bien des communes rurales, le volume des retraites représente plus que les budgets municipaux ; les jours de paiement de la retraite, le chiffre d'affaires du commerce local représente 60 % du chiffre d'affaires mensuel. Dans une moindre mesure, les chèques-éducation (aide à la scolarité des jeunes) peuvent contribuer à hauteur de 30 à 60 % au budget familial.

Des politiques rurales intégrées ?

Au Brésil, les transferts sociaux pour lutter contre la pauvreté rurale sont peu discutés. Mais on peut poser la question de la durabilité de ces politiques sociales. Jusqu'à quand l'État brésilien aura-t-il les moyens de financer ces politiques sociales ? Jusqu'à quand la société acceptera-t-elle cette relation de dons ? Déjà les discours fleurissent, y compris de la part des leaders syndicaux : nous fabriquons des paresseux.

Les effets pervers (oisiveté, sentiment d'exclusion et d'insatisfaction, délinquance juvénile...) sont la preuve, ici comme ailleurs, des limites du traitement social des externalités négatives de la recherche de compétitivité. Le faible

impact de politiques sociales sectorielles, non articulées, est démontré [19].

Une autre voie est peut être de refuser la séparation entre le productif, d'une part, et le social et l'environnemental, d'autre part. Ne faut-il pas assumer « la multifonctionnalité agricole », défendre des politiques agricoles intégrant les différentes fonctions de l'agriculture dans des réponses globales aux exigences de production, d'équilibre social et de gestion de l'espace. Ceci impose d'inventer de nouvelles formes de production, de nouvelles voies, adaptées aux conditions marginalisées du Nordeste.

Dans cette perspective, face à la diversité de situations de l'agriculture familiale, les réponses doivent être aussi diversifiées. Un projet d'intégration vise à renforcer et à consolider la place des exploitations familiales - de celles qui en ont les moyens - dans les marchés, soit en complémentarité avec l'agroindustrie, soit en développant des filières courtes de type « produits biologiques ».

Un projet d'inclusion sociale concerne les agricultures familiales en situation de difficultés productives. Il s'agit là de penser un projet qui associe politiques sociales, infrastructures et activités économiques (politiques d'emplois). C'est, par exemple, le grand défi du projet *Fome zero* quand il distingue actions d'urgence (aide) et actions structurantes.

L'enjeu est la création d'emplois, capables d'absorber les exclus d'aujourd'hui (travailleurs ruraux sans terre) mais aussi ceux de demain, ceux de la modernisation, même limitée et contrôlée. En fait, la question est de savoir comment résoudre la contradiction principale de la modernisation agricole qui se traduit par l'augmentation de la productivité à l'hectare, par la concentration des terres et par l'exclusion des agriculteurs incapables de suivre la course au rendement.

La réflexion conduit à réfléchir sur un modèle de modernisation contrôlée, plus autonome, largement inspiré par les théories et les hypothèses de l'éco-développement, à savoir :

– une agriculture familiale peut se maintenir si ses caractères de multifonctionnalité et de pluriactivité sont acceptés et reconnus ;

– une agriculture familiale, avec faible consommation d'intrants et forts investissements en travail peut maintenir un niveau d'emploi rural élevé et ainsi éviter l'accroissement des déséquilibres territoriaux et sociaux liés à l'urbanisation ;

– l'agriculture familiale peut contribuer à garantir la sécurité (et la sûreté) alimentaire des populations rurales - *via* l'auto-consommation - et des populations des villes, si elle dispose de circuits économiques adaptés à ses spécificités (le marché de proximité plutôt que le supermarché...);

– si elle met en oeuvre une « autre modernisation », fondée sur la gestion de la biodiversité, l'agriculture familiale est *a priori* plus efficace dans la gestion des ressources naturelles et plus juste socialement (moins de dépendance et plus d'autonomie) ;

– sous certaines conditions, les politiques sociales de l'État (retraite, bourse éducation...) et les revenus de la pluriactivité des ménages peuvent être investis dans la production agricole.

Ce modèle, du point de vue économique et social, fait référence à la paysannerie, celle de l'agriculture française entre 1870 et 1945. Dans l'histoire de la France rurale, Gervais *et al.* [20] qualifient la période de « triomphe de l'exploitation familiale », période caractérisée à la fois par la disparition des sans-terre (accès à la propriété et surtout exode) et des grands domaines (qui n'ont trouvé ni les capitaux, ni les bras nécessaires à une évolution capitaliste).

D'un point de vue technique, le modèle a été fondé sur la diversification des produits, l'intégration agriculture-élevage, l'utilisation de la matière organique, des amendements calciques et la traction animale. La pluriactivité a permis de consolider par des revenus extérieurs les capacités d'investissements.

Les modèles ne sont que des modèles et la France de 1913 n'a pas plus à voir avec le Brésil d'aujourd'hui que celle de 2002. Mais l'histoire de ce succès devrait inciter à étudier la possibilité de réelles alternatives pour le Brésil. Le modèle de modernisation n'est pas inéluctablement obligatoire. Surtout, la vitesse et la violence des évolutions peuvent être modulées durablement par une politique volontariste.

L'utopie de l'agriculture paysanne ?

Ce projet est-il possible ? Est-il envisageable de maintenir une agriculture paysanne dans un monde capitaliste ?

E. Alves [21] voit deux grandes difficultés. La première est la force et le dynamisme de l'agriculture capitaliste. Cette dernière est capable de s'approprier techniques et marchés créés par l'agriculture paysanne. Il cite l'exemple de l'agriculture biologique et sa « récupération par de grands consortiums ». La seconde est la faible capacité de résistance des agricultures familiales, résistance pourtant soulignée par de nombreux auteurs. Les modèles paysans sont exigeants en valeurs et en travail.

Les objections sont fortes surtout si on analyse la pénibilité du travail et l'érosion des valeurs.

Mais la force des nécessités est tout aussi impérieuse. Quel autre futur possible face à l'absence des emplois dans les villes surpeuplées ? Le modèle de l'Afrique du Sud où la population se concentre en bidonvilles ruraux, recevant des aides sociales dépensées dans les supermarchés voisins, est-il souhaitable ?

Ces options et hypothèses ont été mises en oeuvre depuis une vingtaine d'années par de nombreux acteurs de la société civile (ONG et syndicats de travailleurs ruraux, principalement). Au Brésil, elles se sont regroupées sous le terme de agro-écologie.

Le modèle agroécologique peut être défini comme une démarche qui cherche à utiliser les biens et ressources naturelles de la meilleure façon possible. Son principe de base est d'explorer la diversité biotique et abiotique des milieux. Elle favorise les processus de régénération, en favorisant les cycles naturels, en cherchant l'autonomie et en évitant toute production d'effluents. Elle refuse de transformer le milieu. Son utilisation des intrants - engrais, pesticides, etc. - s'en trouve largement diminuée, voire inexistante. Elle est par essence de nature systémique et pluridisciplinaire. L'agroécologie se construit en mobilisant les connaissances et les savoirs techniques traditionnels des agriculteurs, en les confrontant aux connaissances scientifiques. Elle a besoin de recherche appliquée. Elle mobilise essentiellement du « capital humain ». L'agroécologie suppose un investissement important en main-d'œuvre. La gestion de la complexité exige une grande compétence de l'agriculteur dans la gestion de l'espace, des ressources et de son temps de travail. L'augmentation de la productivité peut être importante (autour de 100 %) même si les rendements de départ sont bas.

La richesse et la diversité des ressources biologiques, la capacité d'adaptation de l'agriculture familiale, la richesse du savoir populaire, la capacité d'analyse et l'intérêt pour l'expérimentation manifestés par les agriculteurs ont permis des résultats prometteurs, à une échelle encore trop réduite. L'enjeu est aujourd'hui de consolider des résultats partiels et d'élaborer une politique publique alternative. Les difficultés restent nombreuses. Le modèle dominant, technique, économique, social et politique reste puissant. La reconnaissance de l'agroécologie comme objet d'étude par l'Académie est rare, d'autant plus que le choix du dialogue avec les agriculteurs remet en cause certaines conceptions de la science et de son rôle. Enfin, le manque très fréquent de dispositif de suivi-évaluation rend la démonstration aléatoire.

Aujourd'hui, les projets et le mouvement agroécologique ont besoin de convaincre, donc de mieux faire connaître leurs actions. La systématisation des concepts et des expériences, et leur diffusion est une priorité.

Conclusion

Le débat sur l'agriculture familiale et sur les politiques publiques d'appui à cette agriculture est exemplaire au Brésil. Le fait est suffisamment rare pour être souligné.

Notre contribution a voulu rappeler une réalité rurale, celle du Nordeste qui ne peut se contenter d'une perspective d'intégration par le marché. La recherche de la compétitivité de l'agriculture familiale conduit à des mécanismes d'exclusion et à la création d'une catégorie relativement peu nombreuse d'agriculteurs

familiaux capitalistes. Ce modèle a été celui de la modernisation des agricultures nord-américaines et européennes. Il pose avant tout le problème de l'intégration des exclus de ce modèle.

Les premiers résultats de l'agroécologie pour une agriculture paysanne semblent prometteurs et justifient l'hypothèse de la possibilité de stratégies de développement rural originales, refusant la fatalité de la diminution de la population agricole. Mais pour crédibiliser cette option, un effort de consolidation, de systématisation et de valorisation est à réaliser.

L'investissement nécessaire est du domaine de la recherche publique qui devrait mobiliser une partie conséquente de ses moyens à la vérification d'options qui, si elles étaient confirmées, pourraient être révolutionnaires dans la lutte contre la pauvreté. ■

Références

1. Servolin C. *L'agriculture moderne*. Coll. "Points". Paris : Le Seuil, 1989.
2. Mendras H. *La fin des paysans*. Aix-en-Provence ; Paris : Actes Sud ; Reed ; Babel, 1992 ; 1967 ; 466 p.
3. *Manual operacional do Pronaf*. MA/SDR/Dater. Brasília, 1996.
4. Da Silva ERA. *Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar : relatório técnico de ações desenvolvidas no período 1995/1998*. Texto p/ Discussão N° 664. Brasília : IPEA, 1999.
5. Belik W. PRONAF : avaliação da operacionalização do programa. In : Campanhola C, Silva JG, eds. *O novo rural brasileiro : políticas públicas*. Jaguariúna (SP, Brésil) : Embrapa Meio Ambiente, 2000 : 93-115.
6. Instituto brasileiro de análises sociais e econômicas. (Ibase). *Avaliação dos programas de geração de emprego e renda*. In : *Democracia Viva*. São Paulo : Editora Segmento, 1999 ; (Edição Especial).
7. Flores M. *Desenvolvimento local : um caminho para o novo mundo rural*. In : De Aguiar DRD, Pinho JB, eds. *Agronegócio brasileiro : desafios e perspectivas*. Volume 1. Brasília : Sociedade Brasileira de Economia e Sociologia Rural (Sober), 1998 : 187-94.
8. Carneiro MJ. *Política pública e agricultura familiar : uma leitura do Pronaf*. *Estudos Sociedade e Agricultura*, 1997 ; (8).
9. *Agricultores familiares e pluriatividade : tipologias e políticas*. In : Costa LFC, Bruno R, Moreira RJ, eds. *Mundo rural e tempo presente*. Rio de Janeiro : Mauad, 1999 : 323-44.
10. *Política de desenvolvimento e o « novo rural »*. In : Campanhola C, Silva JG, eds. *O novo rural brasileiro : políticas públicas*. Jaguariúna (SP, Brésil) : Embrapa Meio Ambiente, 2000 : 117-49.
11. Food and Agriculture Organization (FAO). *Institut national de colonisation et réforme agraire (Incra). Diretrizes de política agrária e desenvolvimento sustentável*. Projeto UTF/BRA 036, 1996.12. Brasília, 1996.
12. Veiga JE, et al. *O Brasil rural precisa de uma estratégia de desenvolvimento*. Brasília : Convênio FIPE-IICA. MDA/CNDRS/NEAD, 2001.
13. Delgado GC, Gasques JG, Villa Verde CM. *Agricultura e políticas públicas*. 2a edição. Brasília : IPEA, 1996 ; 574 p.
14. Abramovay R. *Paradigmas do capitalismo agrário em questão*. São Paulo : Hucitec-Anpocs, 1992.
15. Abramovay R, Da Veiga JE. *Novas instituições para o desenvolvimento rural : o caso do Programa nacional de fortalecimento da agricultura familiar (Pronaf)*. Texto p/ Discussão N.º 641. Brasília : Fipe/Ipea, 1999 ; 14 p.
16. De Wanderley MNB. *A agricultura familiar no Brasil : um espaço em construção*. *Reforma Agrária* 1995 ; 25 : 37-57.
17. Mattei L. *Programa nacional de fortalecimento da agricultura familiar (Pronaf) : concepção, abrangência e limites observados*. IV Encontro da Sociedade Brasileira de Sistemas de Produção, Belém/PA, 23/03/01.
18. Neves DP. *O desenvolvimento de uma outra agricultura : o papel dos mediadores sociais*. In : Ferreira ÁDD, Brandenburg A, eds. *Para Pensar : outra agricultura*. Curitiba : Editora da UFPR, 1998.
19. Mercadante A, Tavares MC. *Eixos estratégicos de um novo modelo econômico*. *Revista Teoria e Debate* (São Paulo) 2002.
20. Gervais M, Jollivet M, Tavernier Y, Gervais M, Jollivet M, Tavernier Y. *Histoire de la France rurale. Tome IV : La fin de la France paysanne*. Paris : Éditions du Seuil, 1976 ; 676 p.
21. Alves E. *Medidas de produtividade : dilemas da agricultura familiar*. *Revista de Economia e Agronegócio* 2003 ; 1 : 421-39.